

Marché Public de Maîtrise d'œuvre

Objet du marché

AviExt

**Implantation de 12 bâtiments avicoles
avec parcours extérieurs**

**Unité expérimentale EASM – site du Magneraud
SAINT PIERRE D'AMILLY (17)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C. C. A. P.)

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER – GÉNÉRALITÉS.....	4
1. Objet du marché - dispositions générales.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Titulaire du marché	4
1.3. Sous-traitance.....	4
1.4. Catégorie d'ouvrages et nature des travaux	4
1.5. Contenu des éléments de mission	4
1.6. Conduite d'opération	5
1.7. Contrôle technique.....	5
1.8. Coordination Sécurité (CSPS)	5
1.9. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).....	5
1.10. Mode de dévolution des travaux	5
1.11. Travaux intéressant la Défense	5
1.12. Contrôle des prix de revient	5
2. Pièces constitutives du marché.....	5
2.1. Pièces particulières.....	5
2.2. Pièces générales	6
3. T.V.A.	6
CHAPITRE II. - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
4. Forfait de rémunération.....	6
4.1. Modalités de fixation du forfait de rémunération	6
4.2. Dispositions diverses	6
4.3. Modifications de programme à l'initiative du maître d'ouvrage en cours d'exécution	6
5. Prix.....	7
5.1. Forme du prix	7
5.2. Mois d'établissement du prix du marché.....	7
5.3. Choix de l'index de référence	7
5.4. Prix ferme	7
5.5. Modalités de révision des prix.....	7
6. Règlement des comptes du titulaire	8
6.1. Avance	8
6.2. Acomptes.....	8
6.3. Solde	10
6.4. Délais de paiement et dispositions applicables en matière de facturation	11
CHAPITRE III - DÉLAIS - PÉNALITÉS POUR RETARD	12

7.	Délais – Pénalités phase « études »	12
7.1.	Établissement des documents d'étude	12
7.2.	Réception des documents d'études	12
8.	Phase « Travaux »	13
8.1.	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	13
8.2.	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	14
8.3.	Instruction des mémoires de réclamation	15
CHAPITRE IV. - EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX.....		15
9.	Coût prévisionnel des travaux	15
9.1.	Conditions Économiques d'Établissement	16
9.2.	Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	16
9.3.	Seuil de tolérance	16
10.	Coût de référence des travaux	16
CHAPITRE V. - EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRÈS PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX		17
11.	Coût de réalisation des travaux.....	17
11.1.	Définition	17
11.2.	Conditions économiques d'établissement	17
11.3.	Tolérance sur le coût de réalisation des travaux.....	17
12.	Ordres de service.....	18
13.	Clauses diverses.....	18
13.1.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	18
13.2.	Suivi de l'exécution des travaux	19
13.3.	Utilisation des résultats	19
13.4.	Arrêt de l'exécution de la prestation.....	19
13.5.	Achèvement de la mission.....	19
13.6.	Résiliation du marché	19
13.7.	Conduite des prestations dans un groupement.....	20
13.8.	Assurance	20
14.	Litiges.....	20
15.	Dérogations au CCAG-PI	21

CHAPITRE PREMIER – GÉNÉRALITÉS

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un nouveau dispositif expérimental d'élevage avicole sur le site INRAE du Magneraud à Saint Pierre d'Amilly.

Les travaux consisteront à l'installation et au raccordement de 12 bâtiments d'élevage de volailles, intégrant un jardin d'hiver (permettant l'accès à un espace extérieur protégé dans un contexte de grippe aviaire) et un parcours extérieur clôturé, recouvert d'un couvert végétal. Cette zone d'élevage sera accessible via un sas sanitaire conformément aux règles de biosécurité.

1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le maître d'œuvre » sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

1.3. Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6. CCAG-PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version.

1.4. Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie infrastructure : installation de 12 bâtiments d'élevage de volailles, intégrant un jardin d'hiver et un parcours extérieur clôturé. Cette zone d'élevage sera accessible via un sas sanitaire.

1.5. Contenu des éléments de mission

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux articles R2431-1 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est constitué des éléments suivants pour la mission de base :

Infrastructure
AVP PRO/DCE ACT VISA/DET/AOR

1.6. Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le président du centre INRAE Nouvelle-Aquitaine-Poitiers.

1.7. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique agréé.

1.8. Coordination Sécurité (CSPS)

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ne sera pas assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé.

1.9. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC pourra être confiée ultérieurement au maître d'œuvre lorsque sera arrêté le mode de dévolution des travaux.

1.10. Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés. Le choix définitif du mode de dévolutions devra être confirmé à l'issue de la phase AVP.

1.11. Travaux intéressant la Défense

Sans objet.

1.12. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2. Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (C.C.A.G. - MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0).

3. T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

CHAPITRE II. - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

4. FORFAIT DE REMUNERATION

4.1. Modalités de fixation du forfait de rémunération

- Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement, si le coût prévisionnel n'est pas encore connu.
- Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération t' fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

4.2. Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

4.3. Modifications de programme à l'initiative du maître d'ouvrage en cours d'exécution

Si, en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme conduisant à des modifications dans la consistance du projet et/ou sur les délais, un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, qui définit par ailleurs leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux.

5. PRIX

5.1. Forme du prix

Le prix est ferme.

5.2. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

5.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ING - Ingénierie - Base 2010 (publication INSEE - 001711010).

5.4. Prix ferme

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date (ou le mois d'établissement du prix initial) et la date de commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = Im-3 / I0$$

dans laquelle :

I0 : index ingénierie du mois mo Etudes (mois d'établissement du prix) ;

Im-3 : index ingénierie du mois antérieur de trois mois au mois « m » contractuel de commencement des études.

Ce mois « m » est celui de l'accusé de réception par le titulaire soit de la notification de son marché soit de la décision prescrivant le commencement de l'exécution du marché soit de la date de commencement portée sur la décision.

5.5. Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 5.1., ci-dessus, est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \times Im / I0$$

dans laquelle :

I0 : index ingénierie du mois mo Etudes (mois d'établissement du prix) ;

Im : index ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme suit :

5.5.1. Pour l'élément d'étude AVP/ ACT

La durée d'exécution est supérieure à un mois

- Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation (art. 10 du CCAG-MOE).

5.5.2. Pour l'élément VISA

Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 6.2.2. partie a., ci-après, est remis au maître d'ouvrage.

5.5.3. Pour l'élément DET

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécuté conformément au 6.2.2. partie b. ci-après.

5.5.4. Pour l'élément AOR

Pour chacune des quatre parties de l'élément définies à l'art. 6.2.2. partie c. du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement.

5.5.5. Coefficients de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du paiement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive :

- dès que les index correspondants sont publiés ;
- en fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

6. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1. Avance

Le code de la commande publique s'applique.

6.2. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions suivantes :

6.2.1. Phase 1 (AVP - ACT - PRO/DCE inclus)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- A la validation intermédiaire du dossier : 40 %
- Après réception du dossier de consultation des entreprises : 30 %
- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 30 %

6.2.2. Phase 2 (VISA/DET/AOR)

a. Pour l'exécution de l'élément VISA

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, le descriptif quantitatif estimatif (DQE), plans d'exécution et plans de synthèse à remettre par les entreprises concernées qui seront présentées au visa du maître d'œuvre : 50 %
- Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, le descriptif quantitatif estimatif (DQE), plans d'exécution et plans de synthèse qui ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires : 50 %

b. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution - élément DET

Les prestations incluses dans cette mission sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85 %
- À la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage du projet de décompte final, du décompte général et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15 %

c. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution - élément AOR

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- À l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 %
- À la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40 %
- À l'achèvement des levées de réserves : 20 %
- À la fin du délai de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 8 septembre 2009 dans sa dernière version, ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 20 %

6.2.3. Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments esquisse, APS (et APD) seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD (ou projet) à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments esquisse, APS (et APD).

6.2.4. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A. il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2. du présent CCAP.

Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;

2° L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente.

3° L'incidence de la T.V.A. ;

4° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1,2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

6.3. Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.3.1. Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 19 du présent CCAP ;
- c. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a diminué des postes b. et c. ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.3.2. Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c. Le montant, en prix de bas hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci-dessus ;
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

6.4. Délais de paiement et dispositions applicables en matière de facturation

Par application de l'article R2192-10 du décret n°2018-1075 précité, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de paiement dans les formes prescrites.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement exclusivement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le SIRET à utiliser pour le dépôt est celui du centre payeur où se trouve notre agence comptable soit **180 070 039 01274**.

L'adresse de facturation est : INRAE SBFC - Centre de Nouvelle-Aquitaine-Bordeaux
71 avenue Bourlaux - CS 20032
33882 VILLENAVE D'ORNON CEDEX

Le numéro d'engagement sera le numéro de commande associé au marché communiqué par INRAE au moment de la notification.

En outre, le titulaire est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises de travaux dans chorus pro et de les déposer avec son visa dans ce circuit dématérialisé.

CHAPITRE III - DÉLAIS - PÉNALITÉS POUR RETARD

7. DELAIS – PENALITES PHASE « ETUDES »

7.1. Établissement des documents d'étude

7.1.1. Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er élément :
AVP : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
- Les éléments ou parties d'éléments suivants :
ACT (PRO/DCE) : approbation de la phase précédente par le maître d'ouvrage
VISA / DET : approbation de la phase précédente par le maître d'ouvrage

7.1.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant est fixé à 30 euros par jour calendaire de retard pour chaque document à transmettre.

7.2. Réception des documents d'études

7.2.1. Présentation des documents

L'article 26.4.2 du CCAG-PI, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 dans sa dernière version, s'applique.

7.2.2. Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

DOCUMENTS	NOMBRE D'EXEMPLAIRES
AVP	2
Permis de construire	2 + n suivant réglementation
PRO/DCE	2
ACT	2
DOE	3

Outre le support papier, le titulaire devra fournir ces éléments sur support suivant : clé USB ou envoi numérique.

L'administration se réserve le droit de reproduction des documents.

7.2.3. Délais

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-MOE, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

DOCUMENTS	DELAIS
AVP	2 semaines
Permis de construire	2 semaines
PRO / DCE	2 semaines
ACT (Analyse des offres)	2 semaines
DOE	3 semaines

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8. PHASE « TRAVAUX »

8.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement de l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

8.1.1. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel et l'établissement du décompte général est fixé à 5 jours à compter de l'accusé réception du document.

8.1.2. Pénalités pour retard

En cas de retard du fait de l'inobservation du délai maximum de 5 jours dans lequel il doit effectuer ses interventions ainsi que du fait de la non transmission de la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/3000^e du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

La période d'application correspondante part du jour suivant l'expiration du délai précédent et s'achève le cinquième jour suivant la date de transmission du décompte au conducteur d'opération.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités (€)} = M \times T \times (R+5) / 360 \times 100$$

dans laquelle :

M : montant de l'état d'acompte ;

T : En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

R : retard en nombre de jours.

8.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version, et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 8 septembre 2009 dans sa dernière version, le décompte général.

8.2.1. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 10 jours à compter de l'accusé réception du document ou du récépissé de remise.

8.2.2. Pénalités pour retard

En cas de retard du fait de l'inobservation du délai maximum de 10 jours dans lequel il doit effectuer ses interventions ainsi que du fait de la non transmission de la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/5000^e du montant, en prix de base hors TVA, du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de la faire dans un délai qu'il fixe.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités (€)} = M \times T \times (R+10) / 360 \times 100$$

dans laquelle :

M : montant de l'état d'acompte ;

T : Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

R : retard en nombre de jours.

8.3. Instruction des mémoires de réclamation

8.3.1. Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

8.3.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 30 euros par jour calendaire.

CHAPITRE IV. - EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

9. COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'exécution des études à la remise du PRO.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article 3 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'avant-projet définitif par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des frais éventuels de contrôle technique et de coordination sécurité (CSPS);
- de la prime éventuelle de l'assurance « dommages » ;
- de tous les frais financiers.

9.1. Conditions Économiques d'Établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes) fixé par l'acte d'engagement.

9.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

9.3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

10. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) ou TPO1 (catégorie infrastructure) pris respectivement au mois mo des offres travaux ci-dessus et au mois mo des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE V. - EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRÈS PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

11.COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

11.1. Définition

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

11.2. Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des marchés de travaux

11.3. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 3 %.

11.3.1. Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

11.3.2. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

11.3.3. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

11.3.4. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission, VISA, DET et AOR.

12. ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'Exécution des Travaux » (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 5 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux,
- au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle,
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

Les ordres de service dont copie doit être remise au maître d'ouvrage sont extraits d'un registre à souche fourni par ce dernier qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

13. CLAUSES DIVERSES

13.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

13.2. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.5 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

13.3. Utilisation des résultats

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option B telle que définie à l'article 25.B du CCAG- PI, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 dans sa dernière version.

13.4. Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 25 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques soit éléments de mission tels que définis à l'article 1.5. du présent CCAP.

13.5. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13.6. Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 49 à 53 inclus du CCAG-MOE, dans sa dernière version, avec les précisions suivantes :

13.6.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurent au crédit du maître d'œuvre à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 32 du CCAG-MOE, est fixé à 4 %.

13.6.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre est acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28 du CCAG-MOE) les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence constatant des offres inacceptables, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

13.7. Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG-MOE, sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 30) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

13.8. Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

14. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige. À défaut d'accord, le tribunal administratif de Poitiers sera le seul compétent.

15. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
15	7.2.3
30- 31	27.2
32	27.1

Fait à Lusignan, le 13 février 2026

Lu et approuvé par le maître d'œuvre

A....., le